

VIème FORUM DES MINISTRES DU DEVELOPPEMENT SOCIAL DE L'AMERIQUE LATINE

Chapadmalal, Buenos Aires, République Argentine
7, 8 et 9 mai

DECLARATION DE CHAPADMALAL

« EN CONSTRUISANT SON CHEMIN L'AMERIQUE LATINE AVANCE »

Les Ministres responsables des Politiques de Développement Social et les Chefs de Délégation, réunis à Chapadmalal les 7, 8 et 9 mai 2007 à l'occasion du VIème Forum des Ministres du Développement Social de la région latino-américaine, prenant en compte les engagements issus du Sommet Mondial du Millénaire des Nations Unies, des Sommets Sociaux et de la Déclaration de Santa Clara au Pérou,

CONSIDERENT :

- Que le contexte politique et social latino-américain, de solidarité et de compréhension mutuelle rend indispensable la consolidation de politiques sociales d'origine populaire, où le social, l'économique et le culturel constituent les éléments fondamentaux du développement intégral de nos pays.
- Qu'il est possible d'avancer dans des processus d'intégration régionale durable seulement si la croissance économique se combine avec la justice sociale, dans l'objectif unique du bien-être de nos peuples.
- Que ces processus doivent se former sur la base des principes du respect des droits humains et sociaux, de la construction de la citoyenneté, de l'équité territoriale, culturelle, des générations et des genres, et de la justice sociale, dont l'exercice est endossé par la société participative et garanti par un Etat actif avec un fort engagement social.
- Qu'il est nécessaire de dépasser les logiques de clientélisme, de paternalisme et d'assistanat qui inhibent le plein exercice des droits et porte atteinte à la dignité des personnes.

- Qu'il est nécessaire de renforcer l'institutionnalité des politiques publiques en transcendant l'immédiateté afin de consolider et de hiérarchiser le développement intégral de nos peuples.
- Qu'il est indispensable de promouvoir, dans la création et l'application des politiques publiques, la perspective des droits qui reconnaît les personnes et non les bénéficiaires et qui réclame l'égalité des chances en endossant la nature multidimensionnelle de la famille et de la communauté.
- Que pour atteindre le développement humain intégral et durable il est nécessaire de garantir l'accès à l'éducation universelle et de qualité, tout en promouvant la création du travail digne.

Dans ce but,

Les Ministres **S'ACCORDENT A :**

- Promouvoir dans la région des politiques sociales articulées et intégrales comme élément de la construction de nouvelles propositions de développement, prenant en compte la complexité de la réalité sociale et ses particularités territoriales, afin de dépasser les visions réductionnistes et fragmentées.
- Donner l'élan à l'intégration régionale à partir de politiques d'éducation et de création d'emploi, en garantissant la sécurité alimentaire et nutritionnelle, la protection de la famille, la perspective des genres et les autres droits sociaux des peuples impliqués dans le processus.
- Approfondir la dimension sociale dans le processus d'intégration de l'Amérique Latine en garantissant le développement à échelle humaine en une politique de droits humains et sociaux – incluant les droits politiques, culturels et économiques.
- Soutenir les efforts existants pour l'amélioration des systèmes statistiques comme outils efficaces qui garantissent non seulement la comparabilité mais aussi la formulation de politiques régionales adéquates.
- Donner la priorité dans l'exécution des politiques sociales à l'approche intégrale, avec une participation articulée des domaines impliqués, en tenant compte de la promotion sociale, des

particularités locales, de la diversité culturelle, d'une citoyenneté active, des organisations représentatives et participatives, des connaissances académiques et des entreprises à responsabilité sociale, dans la recherche de solutions de construction collective aux problèmes qui affectent nos sociétés.

- Soutenir fermement la conviction et la volonté de placer les Objectifs du Développement du Millénaire et ceux propres à chaque pays, comme référence de nos politiques publiques et comme actions de promotion de l'intégration régionale, dans le cadre de la coopération technique horizontale régionale, en dépassant les recettes qui avaient été proposées à la lumière du modèle néolibéral et sa « théorie de la percolation ».
- Améliorer et resserrer les liens avec les Forums des Ministres du Développement Social qui se réalisent dans d'autres régions du monde.

Pour ceci,
Les ministres,

- Travailleront sur l'échange régional des forces de chaque pays en matière de développement de politiques qui aient comme axe les droits et l'équité territoriale, au moyen d'une assistance technique concrète des pays disposés à l'offrir, avec l'appui de l'UNESCO et des pays disposés à le recevoir. Cette assistance envisagera la systématisation des expériences et se formalisera de manière effective au cours des 12 prochains mois, dans la mesure où l'évaluation du premier semestre se réalisera en République Equatorienne, au mois de novembre 2007, par une équipe technique multilatérale désignée par les Ministres, selon le programme et l'inventaire de l'assistance offert par chaque pays.
- Convient que le Secrétariat Technique Permanent aura son siège en République d'Argentine afin d'assurer le suivi des accords qui ont été atteints, ce pour quoi l'UNESCO apportera son soutien.
- S'accordent sur la proposition de convoquer une rencontre de politique sociale et économique intitulée « Nos apports au développement économique ».
- Convient que la République Argentine, la République d'Equateur et la République du Panama présentent leur

candidature à la Conférence Générale de l'UNESCO en octobre 2007 pour intégrer le Comité Intergouvernemental du Programme MOST de l'UNESCO.

- Les participants ont accueilli la proposition de la République Bolivarienne du Venezuela comme siège du prochain Forum des Ministres du Développement Social d'Amérique Latine.

SIGNATURE DES REPRESENTANTS

Mme Alicia M. Kirchner
Ministre du Développement Social
République Argentine

M. Gabriel Loza Tellería
Ministre de la Planification du Développement
République de Bolivie

M. Patrus Ananias de Sousa
Ministre du Développement Social
et du Combat contre la Faim
République Fédérative du Brésil

M. Francisco Tellería
Consul de la République du Chili - Mar
del Plata

M. Carlos Jorge Rodríguez Restrepo
Vice-Ministre Technique du Ministère de
la Protection Sociale
République de Colombie

M. Fernando Zumbado Jiménez
Ministre du Logement
et des Etablissements Humains
République du Costa Rica

Mme Yleana Rey Vichot
Vice-Ministre de l'Economie
et de la Planification
Conseil des Ministres
République de Cuba

Mme Nathalie Cely
Ministre de la Coordination
du Développement Social
République de l'Equateur

M. Gerald Germain
Ministre des Affaires Sociales
et du Travail

République d'Haïti

Mme Olga Doris Castro
Directrice du Bureau d'Assistance
Technique du Réseau Solidaire
République du Honduras

Mme Maria del Carmen Roquebert León
Ministre du Développement Social
République du Panama

M. Federico Barrios
Directeur Général des Politiques Sociales
République du Paraguay

Mme Judith de la Mata del Puente
Ambassadrice de la République du Pérou
en Argentine

M. William Mantilla
Vice-ministre de la Participation
Ministère du Pouvoir Populaire pour la
Participation et la Protection Sociale
République Bolivarienne du Venezuela

Mme Marina Arismendi
Ministre du Développement Social
République Orientale de l'Uruguay

Merci de noter que le représentant de la République du Salvador ne signera pas la présente Déclaration car il n'en a pas l'autorisation.